

Bulletin de l'Association des démographes du Québec



Le Plan que le Canada n'attendait pas!!!

Yvon Madore

Volume 3, numéro 2, hors-série, 1974

Année mondiale de la population

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305784ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305784ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1713 (imprimé)

1925-3478 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Madore, Y. (1974). Le Plan que le Canada n'attendait pas!!! *Bulletin de l'Association des démographes du Québec*, 3(2), 30-32.
<https://doi.org/10.7202/305784ar>

LE PLAN QUE LE CANADA N'ATTENDAIT PAS:::....

I. Objectif de la conférence:

Ainsi qu'on le disait dans les documents préparatoires, la Conférence mondiale sur la population qui se tenait du 19 au 30 août 1974 à Bucarest se présentait comme une conférence politique. Les quelques 140 pays réunis dans la capitale roumaine étaient invités à discuter, amender et voter sur un plan mondial d'action qui donne les grandes lignes d'une politique internationale de la population et inspire les gouvernements dans l'élaboration des politiques nationales.

II. Son déroulement:

Le plan initial proposé par les Nations Unies proposait une action dont l'objectif était de limiter la croissance de la population mondiale. En ce sens, le plan suggérait un objectif quantitatif précis, c'est-à-dire faire passer en 1985, l'accroissement de la population des pays en voie de développement de 2.4% à 2.0%, et le maintenir à 0.9% dans les pays développés. Tout en reconnaissant que les objectifs des politiques démographiques doivent être d'améliorer le niveau de vie et la qualité de la vie de tous, le plan ignorait l'analyse de la relation entre accroissement de la population et situation socio-économique.

Dès l'ouverture de la session, des pays comme l'Argentine, l'Algérie, et la Chine ont réagi au plan tel que proposé pour lui donner une orientation nouvelle. Elle consistait à inclure au niveau des principes la reconnaissance du lien entre accroissement de la population et système socio-économique et à faire reconnaître la nécessité d'un nouvel ordre socio-économique mondial pour influencer l'évolution démographique mondiale.

Cette formulation devait déplacer l'accent des objectifs du plan. De quantitatifs, les objectifs devenaient qualitatifs. De la surpopulation cause du sous-développement on passait au sous-développement cause de la surpopulation.

D'une part dans le projet initial on proposait des mesures techniques de contrôle des naissances comme moyen principal de limiter l'accroissement de la population et d'améliorer la qualité de la vie. Dans le nouveau plan, d'autre part, on parle de mesures

socio-économiques dont le résultat serait une diminution de l'accroissement comme cela s'est historiquement produit dans bon nombre de pays développés. Toutes les mesures techniques se trouvent être subordonnées au changement socio-économique.

Ce nouvel aiguillage n'a cependant pas reçu l'accueil de tous les pays en voie de développement. Les pays asiatiques, en particulier l'Inde et le Bangladesh, se trouvent au prise avec une surpopulation qui demande des mesures immédiates. C'est pourquoi ils ont eu tendance à appuyer le plan initial.

III. La position canadienne

Dès la présentation de sa position, le Canada s'est empêché (volontairement...) toute possibilité de jouer un rôle d'intermédiaire ou d'innovateur dans la réorientation du plan en disant d'une part qu'il était venu pour "écouter et apprendre" et d'autre part pour "oeuvrer à faire adopter le document (plan initial)"...

Tout le reste du document offre un tissu de beaux principes généraux sans aucune conséquence pour le Canada. Aucune nuance n'est apportée dans la présentation des quelques considérations sur le Canada. Où sont allés les résultats des consultations auprès du public ou des gouvernements provinciaux? Le Québec avec son taux de dénatalité méritait bien qu'on apporte une attention particulière sur les causes des tendances des quinze dernières années. Il n'en fût rien. Ça devenait probablement "insignifiant" à une communauté internationale.

La participation canadienne s'est donc concentrée sur des parties certes importantes mais non fondamentales du plan à savoir:

1. Encourager la participation de la femme dans tous les processus d'évolution d'une société.
2. Reconnaître le besoin de considérer les ressources naturelles et l'environnement dans la formulation d'une politique de la population.
3. Porter attention à une utilisation (et non redistribution - le Canada a rejeté l'expression) juste des ressources et minimisation du gaspillage.
4. Endosser l'importance du rôle des O.N.G.⁽¹⁾ considéré comme un stimulant et un appui à l'action gouvernemental.

Chaque fois qu'il s'est agit pour les représentants des O.N.G. canadiens de questionner la délégation gouvernementale sur des points fondamentaux comme ceux portant sur la nécessité d'un nouvel ordre

(1) Organismes non gouvernementaux (N.D.L.R.)

socio-économique, ou nous répondait que ce n'était pas le lieu pour y discuter ce genre de question. C'est à la CNUCED ou à toute conférence sur l'économie mondiale qu'on aborde ces questions.

Il est clair que la composition de la délégation gouvernementale n'a pas facilité les prises de position. Après la première semaine de la conférence, la délégation se trouvait dirigée par M. J.-E. Hardy, directeur général au bureau des Affaires des Nations-Unies du département des Affaires Extérieures, qui n'avait certes pas tous les pouvoirs pour modifier la position canadienne.

Le Canada se retrouvait à une conférence où devait se prendre une décision politique sans y envoyer le personnel capable d'agir à ce niveau.

IV. Conclusion

Pour une des premières fois dans l'histoire des conférences internationales des Nations-Unies le Canada a été pris à parti par des pays du Tiers-Monde le qualifiant de pays "Gras dur" (Traduction libre de "Fat Cats"). Une telle accusation ne sera pas sans avoir quelques répercussions sur les conférences à venir surtout celle sur l'Alimentation de novembre prochain.

D'autre part, le piètre rendement du Canada à la conférence sur la population nous amène à rappeler l'importance d'une préparation sérieuse des délégués gouvernementaux au plan du personnel délégué et l'indispensable consultation efficace des provinces et des groupes intéressés surtout quand il s'agit de sujet dont la responsabilité politique est partagée entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

Enfin par la "spécialisation" qui règne au gouvernement canadien pour aborder des questions comme celles de la population, du commerce international, des ressources matérielles et de l'environnement, on arrive à conclure que nos "représentants" politiques sont le plus souvent "analphabètes politiques"* selon l'expression de Paulo Freire. Aucune solution équitable n'est à espérer à partir d'une vue "myopique" des choses.

Yvon Madore
Conseil canadien de coopération
internationale
Ottawa, octobre 1974

* Un analphabète politique - qu'il sache ou qu'il ne sache pas lire et écrire - est quelqu'un qui a une perception naïve des rapports des hommes et du monde, une intelligence naïve de la réalité sociale. L'expression s'utilise pour "un scientifique qui essaie de se cacher derrière ce qu'il appelle la neutralité de sa recherche scientifique" P.F. Le processus d'alphabétisation politique Paulo Freire.